

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le **20 JUIN 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SDEZ

Avenue Jean Perrin
59587 BONDUES

Références : inspection avec contrôle inopiné du 14/06/2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2022 dans l'établissement SDEZ implanté Avenue Jean Perrin 59587 BONDUES. L'inspection a été annoncée le 14/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée, en parallèle d'un contrôle de la qualité des rejets aqueux de l'établissement par le laboratoire FLANDRES ANALYSE de Cappelle La Grande.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDEZ
- ZAC de Ravenne les Francs Avenue Jean Perrin 59587 BONDUES
- Code AIOT dans GUN : 0007002221
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SDEZ exerce une activité de blanchisserie traditionnelle, qui en 1974 s'est orientée vers l'activité de location et d'entretien du linge et de vêtements de travail.

Le volume d'activité du site de Bondues se monte à environ 12 tonnes par semaine:
-vêtements de travail ;

-linge plat (serviettes, essuie-mains) ;

Le site est équipé d'une station d'épuration opérationnelle depuis fin 2005. Le site a été partiellement reconstruit suite à un incendie en juillet 2009.

L'exploitation de l'établissement est régulièrement autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par un arrêté préfectoral du 16 novembre 2005 : blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345, la capacité de lavage du linge étant supérieure à 5 tonnes par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prescriptions rejet eaux industrielles, contrôle inopiné réalisé par le laboratoire FLANDRES ANALYSES

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
calage auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 15.2	/	Sans objet
installations de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 11.1	/	Sans objet
point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 14.2	/	Sans objet
équipement des points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.3	/	Sans objet
Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 11.1	/	Sans objet
Contrôle inopiné du 17/05/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 13.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions vérifiées le jour du contrôle inopiné réalisées par le laboratoire FLANDRES ANALYSES sont conformes. Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des résultats du contrôle inopiné, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : calage auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 15.2
Thème(s) : Risques chroniques, calage de l'auto surveillance
Prescription contrôlée : Article 15.2 calage de l'auto surveillance Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure (Ph-mètre, thermométrie...) et des moyens consacrés à la débitmétrie, à l'échantillonnage, à la conservation des échantillons et aux analyses ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an au calage de son autosurveillance par un organisme

extérieur (laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement).
Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.
Constats : L'exploitant a procédé à la vérification des dispositifs de mesure le 18 mai 2022 lors du changement de la sonde PH et de l'étalonnage de celle-ci. La chaîne débitmétrique, le préleveur, l'enregistreur de données ont été vérifiés. Le prestataire a conclu à une installation fonctionnelle mais a effectué plusieurs remarques de modification à prévoir avant la prochaine intervention en 2023. Les remarques portent sur le positionnement du tube de prélèvement et de la sonde T° rejets à l'entrée du canal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement
<p>Prescription contrôlée : Article 11.1 installations de traitement</p> <p>Les effluents doivent faire l'objet, en tant que besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.</p> <p>Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Constats : Les eaux usées en sortie de lessiveuse aboutissent dans une fosse toutes eaux puis sont orientées après passage par un dégrilleur dans un bassin de neutralisation de 300m3 (mise à niveau du pH à l'acide chlorhydrique ou à l'urée). Les effluents sont par la suite transférés dans un bassin d'aération d'environ 200 m3 avant d'être rejetés dans le réseau public.</p> <p>Le pilotage de la station est assuré par suivi du pH en sortie de traitement et mise à niveau par d'acide chlorhydrique ou éventuellement d'urée.</p> <p>Le jour de l'inspection et du contrôle inopiné, la nouvelle sonde qui a été installée le 18 mai 2022 (suite à la panne constatée le 11 mai 2022) était présente et opérationnelle. L'exploitant a présenté le compte rendu d'intervention N°294596 du 18 mai 2022 de la société BAMO Mesures, dans lequel sont précisés les contrôles et les étalonnage. Le PH mesuré le jour du contrôle inopiné était de 7,94.</p> <p>Le suivi du pH, du débit et de la température du rejet est réalisé quotidiennement par relève des différents index et consigné dans un registre papier et informatique. Le début était de 5,5m3/h et la température de 24,2°C</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet